



LEON NEAL AGENCE FRANCE-PRESSE

NELSON MANDELA

1918-2013

LUCIE PAGÉ

Journaliste, réalisatrice et écrivaine

Le visage submergé d'une chaleur subite et intense, le souffle court, le cœur qui bat à tout rompre: c'est la réaction qu'ont eue des centaines de millions de gens à l'annonce de la mort de Nelson Mandela. Et ce, même si on ne l'a jamais rencontré, ni même entrevu de son vivant. Pourquoi?

Le destin qu'il vécut fut colossal, fabuleux et dingue à la fois. Le pouvoir qu'il détenait, dans les mains d'un Mugabe ou même d'un riche financier corrompu de Wall Street, aurait fait de n'importe lequel pays, ou institution, un désastre: de l'Afrique du Sud, un amas de grandes tragédies, car tous les

ingrédients s'y trouvaient. Mandela a été un des rares leaders de la planète, de tous les temps, à avoir réussi à bien gérer le fabuleux outil, sinon l'arme, qu'il avait à sa disposition: le pouvoir. Cet homme figure dans les livres d'histoire et les manuels scolaires, a reçu une encyclopédie d'honneurs, dont la citoyenneté canadienne à titre honorifique. Il fallait être sûr de son coup pour avoir attribué une telle distinction à un ancien «terroriste» qui n'avait pas encore fini sa vie. Et politicien de surcroît!

Malgré les nombreux défis auxquels fait face l'Afrique du

VOIR PAGE C 6: MANDELA

NELSON MANDELA 1918-2013

Le grand homme des droits de la personne

« Une icône internationale et un symbole d'espoir pour ceux qui sont opprimés et marginalisés à travers le monde »

GUILLAUME
BOURGAULT-CÔTÉ

L'ambassadeur de l'Afrique du Sud à l'ONU le disait ainsi en 2009: « Nelson Mandela n'est ni un dieu, ni un saint. C'est simplement un homme qui s'est comporté un peu plus sagement, un peu plus fermement, un peu mieux que nous tous. »

Baso Sanggu reconnaissait du même souffle que Mandela est une « icône internationale et un symbole d'espoir pour ceux qui sont opprimés et marginalisés à travers le monde ». Mais, en rappelant que l'ex-président sud-africain était un simple mortel investi d'une grande mission, Sanggu lançait implicitement le message qu'il appartient à chacun de faire un pas dans la direction de Mandela.

C'est aussi ce que souhaitait l'Organisation des Nations unies (ONU) en adoptant à

Le grand legs de Mandela aura été de guider la transition « vers une démocratie libérale et un système constitutionnel de protection des droits humains à l'interne »

cette occasion une résolution instaurant la Journée internationale Nelson Mandela. Chaque 18 juillet — jour anniversaire de Mandela — l'ONU célèbre désormais le grand homme des droits de la personne et invite la population à œuvrer pour la collectivité. Le geste est rare, à la hauteur du personnage.

Le texte de la résolution rappelle que Nelson Mandela a certes joué un rôle déterminant dans « la lutte pour la libération et l'unité de l'Afrique », en plus d'offrir une « contribution excep-

tionnelle à l'avènement d'une Afrique du Sud non raciale, non sexiste et démocratique ».

Mais il souligne plus largement le « dévouement [de Mandela] au service de l'humanité », exemplaire qu'il fut « par son action humanitaire dans les domaines du règlement des conflits, des relations entre les races, de la promotion et de la protection des droits de l'homme, de la réconciliation, de l'égalité entre les sexes, des droits des enfants et autres groupes vulnérables, et du progrès des communautés démunies et sous-développées ». La liste se lit comme un résumé de l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948.

Comme Valjean

Mandela fut assurément une « figure emblématique et historique des droits de l'Homme dans le monde », estime Jean-

Pierre Massias, professeur à l'Université de Pau et spécialiste des transitions démocratiques. « Je crois que ce qui caractérise le plus son héritage, c'est qu'il a été capable de s'adapter à l'évolution même du concept de lutte pour les droits

de l'Homme », dit-il en entretien. « Au début, on l'a trouvé dans la continuité des grands libérateurs qui combattaient auprès de rébellions armées pour lutter contre le pouvoir oppressif. Mais, à partir de sa libération en 1990, il est passé à une gestion des droits de l'Homme pacifiée, universaliste et réconciliatrice, analyse M. Massias. De ce point de vue, il est l'héritier de la lutte pour les droits civiques au XX^e siècle, tout en inaugurant un nouveau type de gouvernance des droits de l'Homme qui



Le 16 juin 1964, huit hommes condamnés à la prison à perpétuité, parmi lesquels se trouvait Nelson Mandela, lèvent le poing en signe de défiance à leur sortie du palais de justice de Pretoria.

consiste à en faire une valeur d'unification, de stabilisation et de réconciliation sociale. »

Jean-Pierre Massias compare Mandela au personnage de Jean Valjean, dans *Les Misérables*, de Victor Hugo. « Un homme qui lutte pour la libération, la justice, mais qui utilise l'arme de la réconciliation, du partage. Ce n'est pas uniquement la justice, mais aussi le pardon, la réintégration, dans un corps social unifié, des gens qui auraient mérité d'être condamnés pour ce qu'ils avaient fait. »

État de droit

Professeur de droit international à l'Université de Montréal, Stéphane Beaulac situe lui aussi Nelson Mandela comme figure de proue du mouvement des droits de la personne, derrière les concepteurs de la Déclaration. Mais il estime que le grand legs de Mandela aura été de guider la transition « vers une démocra-

tie libérale et un système constitutionnel de protection des droits humains à l'interne ».

« La transition s'est faite sans bain de sang », souligne M. Beaulac. Et c'est en grande partie grâce à cette volonté de Mandela de mettre cette transition à l'intérieur d'une égide constitutionnelle séparée du politique. Il savait que la transition passerait par le pôle politique, mais aussi par une structure constitutionnelle ferme qui mettrait entre les mains d'un tribunal indépendant la conformité des décisions du gouvernement. C'était un homme sage et il voyait dans cette structure un moyen essentiel d'assurer une transition dans la paix, alors que le contexte était explosif et qu'on entendait beaucoup d'appels à la vengeance. »

Jean-Pierre Massias note que « Mandela a été capable de conserver le soutien de ses partisans tout en attirant ses anciens adversaires autour d'une question unifiée. La capacité pédagogique de Mandela en matière



Nelson Mandela, membre du Congrès national africain, en 1961, quelques années avant d'être accusé de conspiration.

de droits de l'Homme, c'a été la force de son exemple, celui d'un homme qui appliquait les principes qu'il entendait. »

Ainsi a-t-il accepté que la Cour constitutionnelle renverse certaines de ses décisions, note Stéphane Beaulac. « Il a envoyé le message très fort qu'il exercerait ses fonctions à l'intérieur des balises d'un État de droit. »

Un personnage « hors du commun », résumait Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, en 2009. « Il incarne les plus fortes valeurs de l'humanité. » Ni un dieu, ni un saint, mais un homme bien, au sens le plus noble et le plus vaste du terme.

Le Devoir

En Afrique, une icône qui gêne

RÉAL BARNABÉ

En tant que journaliste, au cours des 20 dernières années, Réal Barnabé a effectué plus de 80 missions en Afrique sur le thème de la liberté de la presse et de la démocratie

Au Burkina Faso, le 18 juillet de chaque année, une station de radio célèbre l'anniversaire de Nelson Mandela, « l'une des rares personnalités faisant l'unanimité à travers le monde, un homme modeste et responsable qu'il faut magnifier », selon les mots du directeur de Ouaga FM, Zakarija Gnienhoun.

Un modèle, une référence, une icône qui inspire les artistes, un héros de la lutte anti-apartheid et de la réconciliation (Commission vérité et réconciliation, concept repris au Liberia et en Côte d'Ivoire), un habile négociateur de paix (entre autres au Zaïre, au Rwanda, au Soudan, au Burundi), un homme dont on arbore l'image avec fierté.

C'est ce qui vient à l'esprit spontanément quand on pense à l'influence de Nelson Mandela dans les pays de l'Afrique subsaharienne.

Pourtant...

Pourtant. Oui, c'est vrai, on aime bien Nelson Mandela en Afrique. Oui, on aime ce qu'il dit et on adore le citer. Mais cherche-t-on sincèrement à l'imiter, à suivre son exemple ?

Au cours de toutes les rencontres de journalistes auxquelles j'ai participé en Afrique, au moins un orateur trouvait le moyen de citer Nelson Mandela. Les journalistes se régalaient de ses paroles.

« Une presse indépendante, une presse d'enquête est l'essence de la démocratie. La presse doit se libérer des ingérences de l'État. Elle doit être solide financièrement pour résister aux flatteries des autorités gouvernementales. Elle doit être suffisamment indépendante des groupes d'intérêt pour pouvoir enquêter sans crainte. »

C'est lorsqu'il s'est agi de tenter de voir ce que la « pensée » Mandela pouvait trouver comme application dans les pays africains que les difficultés ont commencé.

Quand l'occasion s'est présentée aux médias et aux journalistes de faire autre chose que la couverture des conférences de presse offi-



Mandela et Sam Nujoma, nouvellement élu président de la Namibie, alors que commençait les célébrations de l'indépendance de la Namibie en mars 1990. Le pays était sous l'emprise de l'Afrique du Sud depuis 1919.

cielles, un courage certain a été démontré.

Des sujets délicats ont été abordés : la gestion des fonds publics, les accords des autorités avec les investisseurs et les bailleurs de fonds, le rôle des ONG et leurs liens avec les gouvernements, les coupures d'électricité, les effets de la petite corruption, etc.

Malgré ces acquis, on doit constater que, aujourd'hui encore, il est quasiment impossible de faire du journalisme d'enquête en Afrique. D'abord parce que les patrons de presse ne l'encouragent pas sous prétexte qu'ils n'en ont pas les moyens, mais surtout parce que les lois et les comportements des autorités à l'égard de la presse sont demeurés très répressifs.

Même au Sénégal, un pays qui avait la réputation

d'être en avance sur les autres au chapitre de la liberté de la presse, un des rares véritables journalistes d'enquête en Afrique, Abdou Latif Coulibaly, faisait encore l'objet de représailles (prison avec sursis, fortes amendes, menaces) il y a deux ans à peine, sous le régime d'Abdoulaye Wade. Il est aujourd'hui ministre de la Promotion de la bonne gouvernance dans l'équipe du premier ministre Abdoul Mbaye. Contre l'avis de son ministre, Mbaye a récemment déclaré (le 22 juin 2013) souhaiter le maintien de l'article 80 du code pénal (offense au chef de l'État), en vertu duquel Coulibaly a souvent été poursuivi et condamné. Mandela, lui, disait : « Si nous nous offusquons des critiques de la presse au point de vouloir la museler, nous tuons la démocratie. »

À sa sortie de prison en février 1990, Nelson Mandela a fait une tournée mondiale, visitant surtout les pays qui avaient appuyé sa lutte contre l'apartheid. Peu de pays africains étaient sur sa liste.

Dô Pascal Sessouma, journaliste burkinabé, explique : « Combien étaient-ils ceux qui en Afrique — et je parle de l'Afrique noire — s'émouvaient du sort des Noirs en Afrique du Sud à l'ère de l'apartheid ? Dans la plupart des États africains subsistaient d'autres formes d'apartheid : les Blancs, les riches, n'ont jamais vécu au milieu des Noirs, les pauvres. De Dakar à Libreville, de Ouagadougou à Nairobi, il y avait deux mondes, séparés. Et, plus de vingt ans après la fin de l'apartheid, il y a toujours deux mondes séparés, en Afrique du Sud comme partout sur le continent. Depuis le virage démocratique au début des années 1990, plusieurs pays africains se sont dotés d'une Constitution qui limite à deux le nombre des mandats présidentiels. Mais on ne compte plus les présidents qui, une fois en place, font modifier la Constitution ou cherchent à la contourner pour rester au pouvoir le plus longtemps possible. Mandela, lui, s'est retiré après un seul mandat. »

Célestin Lingo, un journaliste camerounais qui a longtemps œuvré au *Messenger* à Douala (le directeur de ce quotidien, Pius Njawé, a fait de nombreux séjours en prison dans les années 1990), commente : « Mandela est une référence pour les militants du changement et de l'alternance en lutte contre la mauvaise gouvernance, la corruption et le pouvoir éternel de nos oligarchies. Son influence est fort grande en Afrique, même si la grande majorité des dirigeants actuels de ce continent se comportent plutôt en pirates. »

L'ami de Lingo, le professeur Ambroise Kom, renchérit : « Mandela a peut-être fait secrètement honte à nos différents roitelets qui règnent sans partage sur nos pays depuis Mathusalem, mais je doute qu'un seul d'entre eux ait jamais pensé à lui comme modèle, que ce soit pour sa longue lutte, son esprit d'ouverture et le souci de son peuple. Mandela est une icône qui gêne. »

Collaboration spéciale
Le Devoir



Nelson Mandela

Un homme du peuple pour le peuple !

Il aura marqué l'histoire de l'Afrique du Sud et de l'humanité.

La CSQ vous salue
Monsieur Mandela!



facebook.com/lacsq

twitter.com/csq_centrale



lacsq.org

NELSON MANDELA 1918-2013



PHILIP LITTLETON AGENCE FRANCE-PRESSE

En février 1990, fraîchement sorti de prison, Nelson Mandela et sa femme, Winnie, à sa gauche, lèvent le poing pour des écoliers dans le township de Soweto.

Une nation soudée à son héros

La plupart des Sud-Africains vouent un culte à celui qu'ils surnomment affectueusement Madiba

CLAUDE LÉVESQUE

C'est un lien exceptionnellement fort qui unit « Madiba » à son peuple. Les sentiments des Sud-Africains à l'égard de Nelson Mandela vont du respect à une adhésion quasi religieuse, frisant l'adoration, en passant par toute une gamme d'attitudes.

Tous les superlatifs, tous les titres honorifiques semblent s'appliquer au premier président noir de l'Afrique du Sud: père de la nation, référence, symbole, héros de la lutte contre l'apartheid et pour la liberté.

Que ce soit à Pretoria, où il a été hospitalisé, dans les townships de Johannesburg, où il a commencé sa carrière d'avocat et de militant, ou dans son village natal de la province du Cap-Oriental, les gens de la majorité noire se sont réunis pour prier à chacune de ses récentes recharges, croyant que le miracle se produirait, que leur idole allait retrouver la santé et tromper la mort une fois de plus. Avec le temps, la résignation a progressivement remplacé l'espoir.

La plupart des Sud-Africains l'appellent par son nom clanique, Madiba, devenu un prénom affectueux. Ils lui vouent un véritable culte, même s'ils trouvent souvent que leur vie matérielle n'a pas tellement changé après la fin de l'apartheid. Grâce à Nelson Mandela et à d'autres combattants de la première heure, ils peuvent au moins voter et s'exprimer sans crainte d'être brutalement arrêtés comme au temps de la domination sans partage des Blancs. Cette affection pour Nelson Mandela rejaille sur l'ANC (African National Congress, le parti au pouvoir), même si sa gestion déçoit souvent.

« L'importance de l'image qu'il a laissée » explique cet attachement, croit Dan Philip, le directeur général de la Ligue des Noirs du Québec. « D'autres leaders ont gardé le pouvoir; lui, il ne l'a pas pris pour lui-même, mais pour aider les gens dans des moments difficiles. Il a donné l'exemple. »

Contrairement à Robert Mugabe, qui s'accroche encore au pouvoir 31 ans après l'indépendance du Zimbabwe, Nelson

Mandela a sagement décidé, en effet, de ne pas solliciter un second mandat en 1999. S'il y a un culte de la personnalité en Afrique du Sud, on ne peut pas reprocher à Madiba de l'avoir instauré.

« Pour nous, il est quelqu'un de très important. C'est une personne qui a tout fait pour son pays et qui a apporté une conscience morale au monde. Je pense que son image va vivre longtemps », ajoute Dan Philip.

Mis à part quelques racistes impénitents, bien peu de Sud-Africains détestent ouvertement Nelson Mandela aujourd'hui. Le vendredi 14 juin, Frederik de Klerk, le dernier président blanc, qui a partagé avec lui le prix Nobel de la paix en 1993, a qualifié de « fondamental » l'héritage du disparu. « Le meilleur moyen de faire honneur à sa mémoire sera de suivre le bon exemple qu'il a montré; son principal legs politique, c'est d'avoir insisté sur l'importance de la ré-

S'il y a un culte de la personnalité en Afrique du Sud, on ne peut reprocher à Madiba de l'avoir instauré

conciliation », a-t-il déclaré.

« Il a bien vieilli dans son rôle de sage », note Pierre Beaudet, professeur de sociologie à l'Université d'Ottawa. « C'est comme cela qu'il est perçu. En prison, il a joué un rôle symbolique important, il est celui qui a dit non ! »

Au début des années 1980, les autorités de l'apartheid lui ont offert la liberté en échange de la renonciation à ses principes. Le prisonnier a refusé, convaincu que le vent allait tourner.

Nelson Mandela a mis beaucoup d'eau dans son vin afin d'assurer la paix avec la minorité blanche. Aurait-il pu ou aurait-il dû faire plus pour la majorité et un peu moins pour dissiper les craintes de la minorité? « Les réformes sociales, comme la réforme agraire, ce n'était pas son fort. Vingt ans plus tard, on paie le prix de cette absence de réforme, qui explique l'exode des paysans pauvres, les townships, l'insécurité dans les villes. Ces questions

sont passées au premier plan. Il y a une gauche qui critique l'ANC, mais rarement Mandela », explique Pierre Beaudet, qui a vécu en Afrique du Sud.

Dan Philip a rencontré Nelson Mandela lors de son passage à Montréal en juin 1990. « Il n'était pas bavard, il était modeste et d'un abord facile. On le compare à Martin Luther King. Ce sont des personnages qui ont rempli la même mission, celle de libérateurs du peuple noir. »

Le 17 juin, le *US News and World* écrivait: « Il [Nelson Mandela] incarne une grande force morale. [...] Il a été le ciment qui a tenu ensemble une société fragmentée. » L'hebdomadaire américain le compare justement à Gandhi et à Martin Luther King.

Quand Nelson Mandela a visité en 2006 le township d'Alexandra, où il avait vécu dans les années 1940, presque toute la population est sortie pour l'acclamer. Seize ans plus tôt, les citoyens de ce ghetto avaient applaudi unanimement à sa libération de prison.

Quatorze ans après avoir quitté ses fonctions et plusieurs années après avoir renoncé à toute apparition publique, Nelson Mandela fait encore figure de « père de la nation » et sa photo apparaît dans toutes sortes de manifestations, qu'elles soient sportives, culturelles, politiques ou scolaires.

L'Afrique du Sud post-apartheid aime à se décrire comme une « société arc-en-ciel ». Dans ce contexte, tant qu'il vivait, Madiba était perçu comme un rempart qui empêchait les conflits latents d'éclater: conflits entre la majorité noire et la minorité blanche, qui détiennent toujours le gros de la richesse du pays, entre les Noirs enrichis et la masse des pauvres, le fossé se creusant en Afrique du Sud comme ailleurs.

Le souvenir de Nelson Mandela vivra encore longtemps dans les esprits. Ce qui ne veut pas dire qu'il suffira aux dirigeants du pays libéré de l'évoquer pour que les problèmes disparaissent comme par magie.

Le Devoir



WALTER DHLADHLA AGENCE FRANCE-PRESSE

Le candidat Mandela, à côté d'une de ses affiches électorales en vue de la présidentielle de 1994



Nous ne sommes pas encore libres, nous avons seulement atteint la liberté d'être libres.

—Nelson Mandela

Merci !



NELSON MANDELA 1918-2013



Nelson Mandela en compagnie du maire de Montréal, Jean Doré, du ministre des Affaires étrangères du Canada, Joe Clark, et de Gilles Vigneault, à Montréal, le 19 juin 1990.



HANS DERYK LA PRESSE CANADIENNE
Alors vice-président du Congrès national africain, Nelson Mandela est présenté par le premier ministre canadien, Brian Mulroney, lors d'un dîner organisé en son honneur à Toronto, le 18 juin 1990.



WALTER DHLADHLA AGENCE FRANCE-PRESSE
Des mains de l'archevêque anglican sud-africain Desmond Tutu, le président Mandela reçoit en octobre 1998 le rapport final de la Commission vérité et réconciliation.

Vérité et réconciliation : l'héritage canadien de Mandela

MANON CORNELIER

Au milieu des années 1990, Kathleen Mahoney, avocate canadienne spécialisée en droits de la personne, est en Afrique du Sud pour assister à un événement historique. Près de 50 ans après l'adoption de la politique d'apartheid, les Sud-Africains ont entrepris de faire la lumière sur leur passé par le biais de la Commission de vérité et de réconciliation, présidée par M^{re} Desmond Tutu.

Pendant deux ans, cette commission entendra 21 000 témoins, surtout des victimes, mais aussi des auteurs d'exactions commises au nom du gouvernement et des mouvements de libération. Kathleen Mahoney est fascinée. « Ce pays si divisé, qui avait connu tant de violence et de discrimination envers la population noire, se révélait capable de se lancer à la recherche de la vérité dans une démarche qui, malgré certains défauts, semblait avoir un impact très positif », raconte-t-elle.

« On offrait aux gens un lieu sûr où raconter leur histoire, sans subir de contre-interrogatoire et dans un esprit de guérison et de reconnaissance de l'expérience vécue. C'était très inspirant pour quiconque, comme moi, s'intéresse aux droits de la personne », se souvient cette professeure de droit à l'Université de Calgary.

La commission sud-africaine ne fut pas la première ni la seule commission vérité et réconciliation (CVR) dans le monde, mais son envergure a frappé l'imagination. « En raison de sa notoriété et de celle de Nelson Mandela », dit la juriste.

Cette commission deviendra donc la référence quand Kathleen Mahoney agira comme négociatrice en chef de l'Assemblée des Premières Nations dans le cadre du règlement sur les pensionnats autochtones, puis comme architecte de la Commission vérité et réconciliation mise sur pied au Canada dans le cadre de ce règlement.

M^{me} Mahoney fera d'ailleurs appel aux membres de la CVR sud-africaine (et de quelques autres CVR) pour préparer le terrain de la commission canadienne. Les leçons tirées, dit-elle, ont permis d'éviter au Canada certains écueils identifiés par ses confrères et de perfectionner le modèle.

Au Canada, on n'a pas jugé nécessaire d'offrir une amnistie aux auteurs des sévices subis dans les pensionnats, la plupart étant décédés. On a aussi écarté le recours aux sommations à comparaître, qui ont entraîné une cascade de recours judiciaires en Irlande. Les témoignages doivent être volontaires, livrés dans un contexte dénué de confrontation et sans citer de noms publiquement. Ces derniers peuvent être fournis privément à la commission.

« Nous avons beaucoup profité de l'expérience sud-africaine. Elle nous a aussi confirmé que ce qui est crucial, pour les victimes, est de pouvoir raconter

leur histoire. C'était la première chose qu'elles demandaient, avant les dédommagements financiers et les excuses », explique M^{me} Mahoney.

La Commission vérité et réconciliation du Canada, qui était de passage à Montréal à la fin avril, a amorcé ses travaux en 2008. Son premier objectif est de découvrir ce qui s'est vraiment passé dans ces pensionnats, afin que les Canadiens connaissent la vérité. Plus de 150 000 autochtones, dont environ 80 000 sont toujours vivants, ont été envoyés dans ces établissements, très souvent contre la volonté de leurs parents. Son second objectif fondamental est la mise en place d'un « processus menant à la réconciliation et à de nouvelles relations fondées sur la compréhension et le respect mutuels ».

Cette commission a toutefois connu des débuts difficiles. Les premiers commissaires ont démissionné après moins d'un an de travaux, faisant perdre un temps précieux à une organisation dont le mandat de cinq ans se termine en juillet 2014. Une nouvelle équipe de commissaires a été formée à l'été 2009 et, depuis 2010, les victimes, leurs enfants et petits-enfants ont pu décrire, de vive voix ou par écrit, publiquement ou en privé, ce qu'elles ont vécu et les conséquences tragiques pour les familles et les communautés écartelées.

Pour Sébastien Grammond, professeur de droit à l'Université d'Ottawa, la mise sur pied de la CVR canadienne était nécessaire, malgré les excuses publiques et les dédommagements financiers offerts aux autochtones par le gouvernement fédéral en 2008. « Il y avait, derrière ces pensionnats, un projet assimilationniste. On voulait séparer les enfants de leur culture. Plusieurs sont morts. Il y a des gens qui ont parlé d'un génocide et, selon certaines définitions, c'en est un. Une situation d'un tel degré de gravité exige qu'on nomme les choses, qu'on reconnaisse ce qui s'est passé. [...] Une commission de ce genre est un mécanisme pour panser la blessure collective. »

Mais aura-t-on, au bout de cet exercice, la réconciliation tant souhaitée? Kathleen Mahoney l'ignore. « La réconciliation est quelque chose de personnel et qui ne se mesure pas. Il s'agit aussi, dans ce cas-ci, d'un processus à long terme et intergénérationnel, car les enfants des pensionnaires souffrent eux aussi de séquelles attribuables à cette politique. »

Ce qui la préoccupe, par contre, est l'attitude du gouvernement. Il a offert ses excuses, mais cela n'est qu'un début, dit-elle. Les lois et les politiques doivent aussi être empreintes de cet esprit de réconciliation et elle n'a pas l'impression que ce soit tout à fait compris.

Collaboratrice
Le Devoir



« L'éducation est l'arme la plus puissante que vous pouvez utiliser pour changer le monde. »

Merci, Nelson Mandela. Amandla! Awethu!

www.fneeq.qc.ca

fneeq CSN

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

fiq

FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

La FIQ salue la persévérance, la ténacité, la droiture de **NELSON MANDELA** dans sa lutte pour l'égalité et la démocratie.

NELSON MANDELA 1918-2013



JEAN-PIERRE MULLER AGENCE FRANCE-PRESSE

Le 24 juin 1995, Nelson Mandela félicite le capitaine de l'équipe nationale de l'Afrique du Sud, François Pienaar, après sa victoire lors de la finale de la Coupe du monde de rugby.

Le sport pour faire oublier l'apartheid

JEAN DION

Dans sa jeunesse, Nelson Mandela avait pratiqué plusieurs disciplines athlétiques, notamment la course de fond et la boxe, auxquelles il avait consacré une part appréciable de ses temps libres. Aussi, quand il fut élu président de l'Afrique du Sud en 1994, avec l'intention de tout faire pour que survienne une réconciliation nationale, il avait en tête une étape importante. La guérison des blessures d'un pays déchiré par des décennies de ségrégation allait passer par le sport.

À compter des négociations ayant porté sur la fin de l'apartheid en 1990, la plupart des organisations sportives mondiales avaient réintégré l'Afrique du Sud, bannie pendant des décennies, dans leur giron. À Barcelone en 1992, quelques mois après le référendum qui avait entériné l'adoption d'une nouvelle Constitution, le pays avait été autorisé à prendre part à ses premiers Jeux olympiques depuis 1960, déléguant 94 athlètes. On y avait notamment assisté à une scène passée à la postérité : au terme de l'épreuve du 10000 mètres féminin, l'Éthiopienne Derartu Tulu et la Sud-Africaine Elana Meyer, respectivement médaillées d'or et d'argent, avaient effectué un tour d'honneur en se tenant la main.

De son côté, l'International Rugby Board avait résolu de frapper un grand coup : la Coupe du monde de 1995, la troisième de l'histoire, non seulement allait inclure la sélection sud-africaine, mais elle serait tenue en Afrique du Sud même. Plus significatif encore, ce serait la première fois que le tournoi se déroulerait dans un seul pays.

Moins d'un mois après son accession à la présidence, Nelson Mandela convoqua à son bureau de Pretoria le capitaine de l'équipe nationale de rugby, François Pienaar. Il lui fit part de son plan : il allait personnellement appeler tous ses concitoyens, tous, à se rallier derrière les Springboks. Le pari s'avérait éminemment risqué : de tout temps, les Boks avaient constitué l'un des plus puissants symboles de la suprématie blanche en Afrique du Sud et les Noirs du pays grandissaient en apprenant à les détester. Mandela était d'ailleurs allé jusqu'à refuser, comme on le lui avait maintes fois suggéré, que l'équipe change de nom, la revanche ne menant nulle part, à ses yeux.

La victoire et rien d'autre

Là-dessus, Mandela avait bien prévenu Pienaar : pour que le tout fonctionne, pour que l'Afrique du Sud fasse un premier pas vers l'unité, il fallait que les Springboks gagnent la Coupe du monde, eux qui ne figuraient pourtant pas parmi les favoris, ne serait-ce que parce qu'ils avaient été si longtemps interdits de compétition internationale.

Et la magie opéra. De victoire en victoire, les Springboks, qui ne comptaient qu'un seul joueur noir en Chester Williams mais qui étaient soutenus par tout un pays ou presque, atteignirent la grande finale, où ils retrouvèrent les terribles All Blacks de la Nouvelle-Zélande, à Johannesburg.

Gain inespéré de 15-12 en prolongation. Après le triomphe, Nelson Mandela, vêtu des couleurs de son équipe nationale, se rendit sur le terrain pour féliciter François Pienaar et lui remettre le trophée William-Webb-Ellis décerné aux champions du monde. L'émotion était à son comble.

« Nelson Mandela a considéré le rugby comme un sport qui pouvait unir les gens, parce qu'il a vraiment compris le pouvoir du sport, disait Pienaar l'an dernier. En 1995, ce qui s'est passé dans les rues du pays était incroyable, tout le monde a célébré la victoire. Depuis 18 ans, le sport a joué un grand rôle dans notre démocratie et la Coupe du monde de foot en 2010 en a été l'illustration. »

Au fil des ans, les deux hommes ont continué de se côtoyer. « J'ai eu une relation fantastique avec Nelson Mandela, qui s'est construite après 1995, rappelait Pienaar. Il était présent à mon mariage et il est le parrain de mes deux fils. Notre relation est vraiment très spéciale. Il est un homme extraordinaire. » Quant à leur improbable histoire, elle fut portée à l'écran par Clint Eastwood et *Invictus* valut à Morgan Freeman (Mandela) et Matt Damon (Pienaar) des nominations aux Oscar.

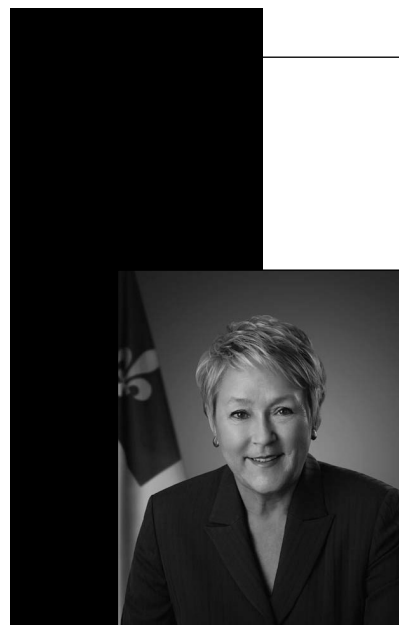
La mise au ban

Avant que d'être de nouveau reconnue par le reste du monde, l'Afrique du Sud avait, pendant de longues années, été mise au ban du sport. Certes, le pays avait fait son entrée aux Jeux olympiques en 1904 à St. Louis et participé à tous les JO jusqu'en 1960. Mais l'adoption de la résolution 1761 des Nations unies, condamnant l'apartheid et invitant à l'interruption des relations diplomatiques et à un embargo commercial, en 1962, devait inciter la direction du mouvement olympique à ne pas inviter l'Afrique du Sud aux Jeux de Tokyo deux ans plus tard.

En 1970, l'Afrique du Sud fut formellement expulsée du mouvement olympique, mais elle allait continuer de faire parler d'elle. À Montréal en 1976, des protestations s'élevèrent contre la décision du CIO de ne pas sanctionner la Nouvelle-Zélande, dont l'équipe nationale de rugby effectuait au même moment une tournée en Afrique du Sud ; le CIO faisait valoir que, le rugby ne figurant pas au programme olympique, cette histoire ne le concernait pas. Au bout du compte, 28 pays boycottèrent les Jeux, dont la quasi-totalité des pays africains inscrits.

Du côté du Commonwealth, les premiers Jeux de l'Empire britannique furent tenus en 1930. En 1934, ils devaient être présentés à Johannesburg, mais les inquiétudes manifestées par plusieurs pays, dont le Canada, quant au traitement dont pourraient faire l'objet les athlètes noirs, voire leur interdiction de participer ou même d'entrer au pays, amenèrent les dirigeants à transférer l'événement à Londres. L'Afrique du Sud continua néanmoins à prendre part à tous les Jeux de l'Empire jusqu'à son retrait du Commonwealth en 1961. Elle fit un retour à Victoria en 1994.

Aujourd'hui, on peine à imaginer que tout cela s'est produit il n'y a pas 50 ans.



Il y a de ces personnes respectées pour leurs valeurs morales et leurs qualités intrinsèques ; de ces personnes admirées pour leurs combats, leurs victoires et leur parcours de vie improbable.

Nelson Mandela était de la trempe de ces êtres d'exception. Il a accompli un destin unique qui a changé l'avenir des générations qui lui succèdent. Il a déverrouillé les barrières pernicieuses de l'ignorance et des préjugés, et a fait émerger la justice et l'égalité.

Il ne s'inscrit pas dans un mouvement révolutionnaire ou dans le courant de l'histoire ; il a pris les rênes de cette évolution et a tracé le parcours de son peuple en s'inspirant du sien. Ainsi, Nelson Mandela a changé la face du monde. Il a mis fin à l'un des pires régimes que l'on ait pu voir, un régime fait d'injustices et de la plus pure cruauté. Il est l'un des plus grands et dignes combattants de notre histoire contemporaine.

Aujourd'hui, le Québec est profondément touché par le décès de cet homme illustre, et se souviendra de son œuvre aussi inestimable qu'inspirante. Nelson Mandela restera à jamais un symbole de paix et d'espoir, une preuve que toute réconciliation est possible et que la justice sociale finit toujours par gagner l'esprit et le cœur des gens.

Aujourd'hui, tout le Québec lui rend un dernier hommage.


Pauline Marois
Première ministre du Québec
Députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré

UN
QUÉBEC
POUR TOUS

Québec 

NELSON MANDELA 1918-2013

MANDELA

SUITE DE LA PAGE C 1

Sud, ce qui a été accompli est phénoménal, une leçon d'histoire mondiale et historique dont le chef d'orchestre s'appelait Nelson Rolihlahla Mandela.

«Je crois que l'ampleur de ce qui a été accompli en Afrique du Sud n'est pas justement reconnue», dit le journaliste réputé Allister Sparks, auteur de trois livres d'analyse sur l'histoire politique de son pays. «Un règlement similaire au Moyen-Orient», écrit-il dans *Beyond the Miracle, consisterait à regrouper Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza dans un seul État laïque, qui serait dirigé par un gouvernement à majorité palestinienne et dans lequel les juifs vivraient en paix et en sécurité en tant que groupe minoritaire. Telle est l'ampleur de la réussite de l'Afrique du Sud, l'envergure de sa révolution politique.*»

La révolution fut négociée. Le pays a réussi ce qui a été baptisé de miracle sud-africain. Grâce à Nelson Mandela, dit-on. Ah! Qu'il n'aurait pas aimé entendre cela! Il fuyait le «je», sans fausse modestie. Jamais, dans aucun de ses discours, dans aucune de ses conversations, ne s'est-il vanté en disant: «Voici ce que j'ai accompli». Ce fut, en effet, une formidable équipe, un orchestre dont tous les membres jouaient un rôle important, qui transforma ce pays. Et Mandela le rappelait toujours. Ce fut un homme qui vécut à fond l'ubuntu, une philosophie africaine qui dit qu'une personne est une personne à travers les autres personnes ou, pour paraphraser René Descartes, «j'appartiens, donc je suis». Sa vie et son pays ne formaient qu'un gros «nous».

Mandela, qu'on appelait affectueusement Madiba, s'enquerrait toujours de vous, de votre santé et de votre famille avant de formuler sa requête, si urgente fut-elle. Quand il appelait à la maison, il prenait toujours le temps de me parler avant de régler une crise politique quelconque avec mon mari, qui fut ministre dans son cabinet. Lorsqu'il est venu manger à la maison, il s'est assis sur le sofa avec mon fils, qui avait alors un an. Kami tirait sur son verre de jus d'orange et prenait de grandes gorgées en y laissant de longues traces de bave, réurgitait sur son pantalon et grimait ensuite sur lui en agrippant sa belle chemise pressée. Ce jour-là, il partait pour Oslo recevoir son prix Nobel de la paix (1993). J'ai tenté d'enlever Kami. «Non! Laisse! J'aime bien!», m'a-t-il répondu avec un grand sourire aux lèvres. Ils ont joué un moment ensemble. Mandela m'avait déjà confié que ce qui lui avait le plus manqué en prison fut le contact avec les enfants. Dans les townships, je l'ai vu prendre des miches dans ses bras et les embrasser, les serrer, leur parler malgré leur morve au nez, tout nus ou alors avec un t-shirt en lambeaux qui existait depuis sept gamins. Il s'arrêtait pour saluer les aides domestiques ou les concierges ou il se rendait dans les cuisines des restaurants pour remercier les cuisiniers et les plongeurs, faisant fi des tapis rouges et des protocoles. Ça rendait ses gardes du corps complètement fous! Et ce n'était pas un show. Son humilité fut sincère. Mandela était authentique. Et attentif. Un jour, il feuilletait une revue qui disait que mon mari faisait partie des 100 hommes célibataires les plus convoités en Afrique du Sud. Il lui avait téléphoné sur-le-champ pour l'avertir de me parler avant que je ne voie la revue.

L'histoire se souviendra d'un homme qui a prouvé que, pour obtenir la paix, il n'est pas nécessaire de passer par la guerre. En prison, il a appris l'afrikaans et étudié le peuple afrikaner et son his-

toire, sa culture et même sa poésie. Lorsque vint le temps de négociier, il connaissait son «ennemi». Il a réussi un tour de force impensable: réunir autour d'une même table à peu près tous les acteurs de la société sud-africaine (26 partis politiques lors des élections de 1994), même ceux qui avaient été impliqués dans les escadrons de la mort du gouvernement de l'apartheid ou qui avaient été au courant de leurs activités, et ceux qui avaient fait des méchouis avec des camarades de l'ANC. Son arme était le dialogue et il connaissait l'importance des compromis. Il fut un négociateur hors pair. D'où le terme bien connu en Afrique du Sud de «Madiba magic», la magie de Madiba, en parlant de négociations réussies ou de celles qui achoppent et qui auraient besoin de celle-ci.

Après les événements du 11 septembre 2001, une des premières choses que Mandela a dites fut: «Il faut négocier. Il faut négocier avec l'ennemi.» Il parlait par expérience. Pour qu'une paix soit durable et ancrée, il faut que tous ceux impliqués dans la guerre ou le conflit fassent partie de la solution. TOUS. Sinon, c'est voué à l'échec un jour ou l'autre. Elle est là, la magie de Madiba, la plus importante leçon d'histoire qu'il nous légua. Et qu'a dit le président G. W. Bush après le 11 septembre 2001? «Pas de négociations!» Cette approche aurait-elle mené au «miracle sud-africain»? Cette approche mènera-t-elle au règlement du conflit au Moyen-Orient? L'héritage de Mandela se transmet-il réellement? Pour qu'un dirigeant accomplisse une œuvre saine, juste, durable et pacifique, cela nécessite trois

grandes qualités qui ne sont pas vénales: l'intégrité, la compassion et l'humilité. Trois mots qui résument tout Mandela.

Lors de la fête d'anniversaire pour ses 85 ans, il avait invité le chef et certains dirigeants du Parti national qui l'avaient emprisonné pendant 27 ans. Même son ancien geôlier y était. Sur la carte du menu de la soirée, un de ses proverbes préférés, russe, nous accueillait: «Jouissez d'un déjeuner en solitaire, partagez votre dîner avec votre meilleur ami et donnez votre soupe à votre ennemi.» Ce rassemblement de convives révéla son exploit — le pouvoir du pardon, de la réconciliation — et sa passion — la paix.

Nous héritons de la magie de Madiba si nous le voulons bien. Qu'il s'agisse de régler un conflit de couple, familial, communautaire, national ou international, les ingrédients sont simples: il faut se parler. Et négocier dans un climat calme et respectueux.

Comment se laisser imberber par l'héritage de Mandela? Comment l'appliquer? Est-ce que l'intégrité se transmet? L'humilité s'apprend-elle? Peut-on hériter de la compassion? Outre les matières premières qu'on arrache à l'Afrique, pourrait-on aussi y puiser la philosophie de l'ubuntu?

On se souviendra de cet homme extraordinaire parce qu'il était profondément humain.

Lucie Pagé a travaillé durant plusieurs années pour diverses émissions de Radio-Canada et à Télé-Québec. Elle vit entre l'Afrique du Sud et le Québec depuis 1990. Elle a également réalisé et produit plusieurs documentaires, notamment sur la violence faite aux femmes et sur les chants de libération d'Afrique du Sud. Ses récits racontant sa vie en Afrique du Sud ont remporté un grand succès.

Collaboration spéciale
Le Devoir



EMMANUEL PAIN AGENCE FRANCE-PRESSE
Johnny Clegg, le Zoulo blanc, a cofondé en 1979 Juluka, le premier groupe multiracial en Afrique du Sud. Sur la photo, Clegg sur scène en France, en 1997.

HÉRITAGE MUSICAL

De l'anti-apartheid à la génération post-arc-en-ciel

YVES BERNARD

Militant anti-apartheid notoire, Hugh Masekela a composé en 1987 *Bring Him Back Home*, un hymne pour la libération de Nelson Mandela. Avec les années, il a créé la fresque musicale la plus saisissante de l'Afrique du Sud et, un jour, Dizzy Gillespie lui a dit: «Je veux rejoindre votre révolution parce qu'elle a tellement de bonne musique. We Shall Overcome était la seule pièce que nous avions. Mais, chaque fois que je vois l'Afrique du Sud à la télévision, vous avez une nouvelle chanson.»

En 2002, le phénomène de la lutte anti-apartheid sous l'angle de la musique fut brillamment illustré par le film *Amandla! A Revolution in Four Part Harmony*. On y couvre 50 ans de chants de liberté que les gens entamaient dans les camps de guérilla, les lieux de culte, les funérailles et les marches politiques. Une période véritablement héroïque.

«C'était dur, avait déjà raconté Thandie Klaasen au *Devoir*. Je chantais partout dans les clubs de nuit sans avoir le droit d'entrer par la porte principale. Avant et après mes prestations, je devais me confiner en arrière dans les cuisines. Parfois, les Blancs me demandaient des autographes, mais les policiers ne les laissaient jamais s'approcher de nous.» Avec d'autres grandes dames, comme Dorothy Masuka et Miriam Makeba, Klaasen fut l'une des chanteuses préférées de Mandela. Elle est aussi la mère de Lorraine, elle-même la mère des musiques africaines au Québec.

En 1976, les soulèvements de Soweto ouvrent les yeux à toute une jeunesse. Vusi Mahlasela, l'une des grandes voix du pays, en a déjà témoigné à *ICI*: «Avant cela, j'ai grandi heureux sans me soucier des inégalités, mais, à partir de cela, les jeunes ont boycotté l'afrikaans, la langue qui nous était imposée par la société blanche. J'ai alors participé à des vigiles anti-apartheid. Nos poèmes étaient confisqués si souvent que nous avions tôt fait de les apprendre par cœur.»

En 1979, Sipho Mchunu et Johnny Clegg forment Juluka, le premier groupe multiracial sud-

africain. Du chant choral à la danse guerrière, Clegg avait tout absorbé de la culture zouloue, et le groupe obtint un succès international. Comment la situation a-t-elle évolué depuis? Réponse du Zoulo blanc au *Devoir*, en 2011: «Il y a plus de groupes interraciaux et de mélanges de langues, mais, en même temps, la musique comporte ses ghettos: le rock pour les Blancs, le rap kwaito pour les Noirs.»

En entrevue la même année, Hugh Masekela se faisait très critique. «On a pollué le monde, l'eau, la terre et aussi la musique par l'utilisation abusive de la technologie. On doit donner une visibilité à notre héritage. La technologie et la religion ont convaincu les Sud-Africains que leur héritage est désuet, primitif et païen.»

D'autres opinions se font entendre. Dans leur livre intitulé *Musiques de toutes les Afriques*, Gérard Arnaud et Henri Lecomte décrivent le kwaito essentiellement en ces termes: «C'est infiniment plus qu'une simple version locale du gangsta rap. On y découvre les ingrédients essentiels des générations précédentes: une polyphonie vocale plus que jamais intrigante, des ponctuations instrumentales qui apparaissent et disparaissent aussitôt comme par magie, des frottements harmoniques qui donnent des frissons...»

Aujourd'hui, on observe un foisonnement de nouvelles musiques, de la *house* de Durban au rock de BLK JKS, au *rap rave* afro-futuriste de Die Antwoord et à l'urbanité mondialisée de Spook Mathambo, entre autres. Pour leur part, les membres du groupe The Brother Moves On mélangent le *spoken word* et le folk avec du funk, de l'électro et du jazz. S'ils s'inspirent de la lutte des démunis, leur approche de la *protest song* est bien différente de celle de leurs aînés. «Nous sommes les jeunes post-arc-en-ciel et nous négocions tranquillement notre place ensemble», a déclaré en juin 2013 le leader du groupe, Siyabonga Mthembu, au *Telegraph* de Londres. Voilà qui ouvre vers l'avenir.

Collaborateur
Le Devoir

Une vie sous les signes du combat et de la paix

18 juillet 1918: naissance à Mvezo dans le Transkei (aujourd'hui la province du Cap-Oriental)

1942: Nelson Mandela commence à assister à des réunions du Congrès national africain (ANC); deux ans plus tard, il participe à la fondation de la ligue jeunesse du parti

1951: il devient le premier avocat noir en Afrique du Sud

1952: début de la campagne de «défiance». Nelson Mandela est condamné à neuf mois de travaux forcés avec sursis

1956: arrestation de Mandela et de 155 activistes, accusés de trahison. Ils sont tous acquittés le 29 mars

21 mars 1960: massacre de Sharpeville: la police tire sur une foule de manifestants pacifiques et en tue 69. Pretoria, loin de s'excuser, interdit l'ANC

1961: Nelson Mandela et plusieurs dirigeants de l'ANC continuent le combat dans la clandestinité

1962: arrestation et condamnation à cinq ans de pénitencier

Automne 1963: accusations de sabotage dans le cadre du procès dit de Rivonia: Mandela et ses compagnons plaident non coupables

Juin 1964: Nelson Mandela et ses compagnons sont condamnés à la prison à perpétuité à Robben Island

1990: l'ANC est de nouveau autorisé. Nelson Mandela est un homme libre; Prix Nobel de la paix, avec Frederik de Klerk

10 mai 1994: Nelson Mandela est assermenté comme président de l'Afrique du Sud. Il ne fait qu'un seul mandat de cinq ans

5 décembre 2013: Décès, à son domicile de Johannesburg, en Afrique du Sud.



WALTER DHLADHLA AFP

Monsieur Mandela,
Votre vie durant, vous avez lutté contre les inégalités.
Vous avez été écouté mondialement.
Sachez que le fruit de votre travail ne restera pas vain.
Le SPGQ honore ici votre mémoire.

Syndicat
de professionnelles
et professionnelles
du gouvernement du Québec

SPGQ